Séance du Conseil Municipal en date du 26 mars 2021

Nombre de conseillers

- En exercice	15
- Présents	13
- Votants	13
- Absent(s) excusé(s)	
- Absent(s)	2
- Exclus	-
- Pouvoir	
DATE CONVOCATION	22/02/2021

De la commune de : **ESTIVAREILLES**

Séance du : **26 mars 2021**

L'an deux mil vingt et un, le vingt-six du mois de mars à 19h le Conseil Municipal de cette commune, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle ERA, sous la présidence de Mme FERRAND Colette, Maire.

	P	A	A		P	A	A		P	A	A
ABLONDI Sophie		X		BLANC Claudius	X			FERRAND Colette	X		
BARD Jean-Paul	X			BUY Fernand	X			GHILAS Sofiane	X		
BARD Jean-Pierre	X			CANET Michel	X			GIRAUDON Thierry		X	
BARTHELEMY Pierre	X			CHARBONNEL Eglantine	X			PERRIER Magali	X		
BEYSSAC Jean-Marc	X			COURTINEL Kévin	X			PITOT Jean-Michel	X		

* **Secrétaire séance** : Michel CANET

Secrétaire auxiliaire : MAZET Céline

* **Pouvoir(s)** :

ORDRE DU JOUR

- Huit clos
- Approbation du précédent conseil
- Vote des 2 taxes : TFB et TFNB
- Vote du compte de gestion (commune et périscolaire)
- Vote du compte administratif (commun et périscolaire)
- Affectation de résultat (commune et périscolaire)
- Vote du budget (commune et périscolaire)
- Convention de maîtrise d'œuvre avec LFA pour la traversée du bourg
- Convention avec le département pour la traversée du bourg
- Renseignements divers
- Questions diverses

Le compte rendu du précédent conseil est approuvé à l'unanimité.

Madame le maire demande à l'assemblée de rajouter une délibération à l'ordre du jour. Il s'agit de la délibération : **Fixation des durées des amortissements**. A l'unanimité, le conseil accepte l'ajout de ce point.

DEL N°01-26/03/2021 – VOTE DES DEUX TAXES : TFB ET TFNB

Le Conseil Municipal, a voté à l'**Unanimité**, les Taux d'Imposition suivants, pour 2021 :

- = **Foncier Bâti** : 32,77 % Pas d'augmentation.
 - = **Foncier Non- Bâti** : 63,04 % Pas d'augmentation.
- Ont signé au Registre tous les Membres présents.

DEL N°2-26/03/2021- VOTE DU COMPTE DE GESTION COMMUNE

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de FERRAND Colette

Après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer :

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020, par le receveur, visé et certifié conforme, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

Fait et délibéré à ESTIVAREILLES, les jour, mois et an que dessus.

DEL N°3-23/03/2021- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF COMMUNE

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de FERRAND Colette délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2020 dressé par le premier adjoint après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Libellé	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent
Résultats reportés		47 218.25		114 233.00		161 451.25
Opérations exercice	268 746.68	280 372.90	563 678.11	740 938.91	832 424.79	1 021 311.81
Total	268 746.68	327 591.15	563 678.11	855 171.91	832 424.79	1 182 763.06
Résultat de clôture		58 844.47		291 493.80		350 338.27
Restes à réaliser	80 300.95	17 806.00			80 300.95	17 806.00
Total cumulé	80 300.95	76 650.47		291 493.80	80 300.95	368 144.27
Résultat définitif	3 650.48			291 493.80		287 843.32

2. Constate, pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Fait et délibéré à ESTIVAREILLES, les jours, mois et an que dessus.

DEL N°4-26/03/2021 – AFFECTATION DE RESULTAT COMMUNE

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice

- statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice

- constatant que le compte administratif fait apparaître un :

Excédent de 291 493.80

décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Pour Mémoire	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau - débiteur)	
Excédent antérieur reporté (report à nouveau - créditeur)	114 233.00
Virement à la section d'investissement (pour mémoire)	108 414.96

RESULTAT DE L'EXERCICE :	
EXCEDENT	177 260.80
Résultat cumulé au 31/12/2020	291 493.80
A.EXCEDENT AU 31/12/2020	291 493.80
Affectation obligatoire	
* A l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur)	
Déficit résiduel à reporter	
à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. compte 1068	3 650.48
Solde disponible affecté comme suit :	
* Affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	
* Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - créditeur - lg 002)	287 843.32
B.DEFICIT AU 31/12/2020	
Déficit résiduel à reporter - budget primitif	

Fait et délibéré à ESTIVAREILLES, les jours, mois et an que dessus.

DEL N°5-26/03/2021- VOTE DU BUDGET COMMUNE

Madame le Maire présente le budget primitif pour l'année 2021 à l'assemblée.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **APPROUVE** le budget présenté

Ont signé au registre tous les membres présents.

DEL N°6-26/03/2021- VOTE DU COMPTE DE GESTION PERISCOLAIRE

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de FERRAND Colette

Après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer :

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020, par le receveur, visé et certifié conforme, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

Fait et délibéré à ESTIVAREILLES, les jours, mois et an que dessus.

DEL N°7-26/03/2021- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF PERISCOLAIRE

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de FERRAND Colette

délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2020 dressé par le premier adjoint après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Libellé	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent	Dépenses ou Déficit	Recettes ou Excédent

Résultats reportés			371.99		371.99	
Opérations exercice			53 342.88	67 599.66	53 342.88	67 599.66
Total			53 714.87	67 599.66	53 714.87	67 599.66
Résultat de clôture				13 884.79		13 884.79
Restes à réaliser						
Total cumulé				13 884.79		13 884.79
Résultat définitif				13 884.79		13 884.79

2. Constate, pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

4. Vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Fait et délibéré à ESTIVAREILLES, les jours, mois et an que dessus.

DEL N°8-26/03/2021- AFFECTATION DE RESULTAT PERISCOLAIRE

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice
- statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice
- constatant que le compte administratif fait apparaître un :
 - excédent de **13 884.79**
- décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Pour Mémoire	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau - débiteur)	- 371.99
Excédent antérieur reporté (report à nouveau - créditeur)	
Virement à la section d'investissement (pour mémoire)	
RESULTAT DE L'EXERCICE :	
EXCEDENT	14 256.78
Résultat cumulé au 31/12/2020	13 884.79
A. EXCEDENT AU 31/12/2020	13 884.79
Affectation obligatoire	
* A l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur)	
Déficit résiduel à reporter	
à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. compte 1068	
Solde disponible affecté comme suit:	
* Affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	
* Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - créditeur - lg 002)	13 884.79
B. DEFICIT AU 31/12/2020	
Déficit résiduel à reporter - budget primitif	

Fait et délibéré à ESTIVAREILLES, les jours, mois et an que dessus.

DEL N°9-26/03/2021- VOTE DU BUDGET PERISCOLAIRE

Madame le Maire présente le budget primitif pour l'année 2021 à l'assemblée.

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **APPROUVE** le budget présenté

Ont signé au registre tous les membres présents.

DEL N°10-26/03/2021- CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE AVEC LFA POUR LA TRAVERSEE DU BOURG

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-10 et L.5211-4-1 VU les statuts de la Communauté,

Vu la délibération n° 1 du conseil communautaire du 19 décembre 2017 adoptant son schéma de mutualisation,

Vu la saisine pour avis du comité technique de la communauté qui se tiendra le 4 mai 2021,

Vu la saisine pour avis du comité technique intercommunal qui se tiendra le 28 mai 2021,

Instaurer de nouvelles logiques de solidarité et assurer l'optimisation des moyens humains et techniques entre les communes et l'intercommunalité constitue un enjeu majeur pour le bloc local.

Dans cette dynamique, un certain nombre de mises en commun ont été imaginées à l'attention des communes telle que la mise à disposition du service commun bureau d'études /VRD porté par Loire Forez agglomération.

La convention de mise à disposition de service proposée précise l'objet, les missions et l'estimation du volume horaire nécessaire, la situation des agents exerçant leurs fonctions dans ce service, les conditions financières et modalités de remboursement, la durée et résiliation, et les modalités de responsabilité et de litiges relatifs à cette convention.

Considérant la technicité particulière que ce bureau d'études peut apporter à la commune et le besoin existant pour l'aménagement des abords de la RD 498, la commune souhaite solliciter ce service commun pour l'assistance technique sur les missions :

- Etudes, APS-APD (avant projets sommaires et détaillés)
- PRO-DCE (étude du projet, dossier de consultation des entreprises)
- ACT (assistance à la passation des contrats de travaux)
- DET (direction de l'exécution des travaux)
- AOR (assistance opérations de réception)

Pour ce faire, le volume horaire global estimé est de 150 heures. Le coût horaire du service étant de 44€ l'heure, le montant prévisionnel de cette mise à disposition s'élève donc à un montant de 6 600 €.

Il est proposé au conseil municipal :

- D'APPROUVER la mise à disposition du service commun bureau d'études / VRD porté par Loire Forez agglomération pour son assistance technique auprès de la commune pour l'aménagement des abords de la RD 498, à compter de la date de signature de la convention par les deux parties jusqu'à la finalisation du chantier,
- D'APPROUVER la convention jointe à la présente délibération,
- D'AUTORISER le Maire à signer celle-ci.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le conseil municipal :

- DECIDE de faire appel au service commun bureau d'études / VRD porté par Loire Forez agglomération afin de bénéficier de la mise à disposition de ce service pour son assistance technique pour l'aménagement des abords de la RD 498, à compter de la date de signature de la convention par les deux parties jusqu'à la finalisation du chantier.
- APPROUVE la convention qui s'y rattache,
- AUTORISE le Maire à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout autre document qui s'y rattache.

DEL N°11-26/03/2021- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE COMMUN COMMANDE PUBLIQUE / ASSISTANCE JURIDIQUE PORTE PAR LOIRE FOREZ AGGLOMERATION POUR SES MISSIONS EN MATIERE DE MATIERE D'ACHAT PUBLIC (MARCHES PUBLICS/ DELEGATION DE SERVICE PUBLIC OU AUTRE CONTRAT COMPLEXE)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-10 et L.5211-4-1

VU les statuts de la Communauté,

Vu la délibération n° 1 du conseil communautaire du 19 décembre 2017 adoptant son schéma de mutualisation,

Vu la saisine pour avis du comité technique de la communauté qui se tiendra le 4 mai 2021,

Vu la saisine pour avis du comité technique intercommunal qui se tiendra le 28 mai 2021,
Instaurer de nouvelles logiques de solidarité et assurer l'optimisation des moyens humains et techniques entre les communes et l'intercommunalité constitue un enjeu majeur pour le bloc local.

Dans cette dynamique, un certain nombre de mises en commun ont été imaginées à l'attention des communes telle que la mise à disposition du service commun commande publique / assistance juridique porté par Loire Forez agglomération.

La présente convention de mise à disposition de service précise l'objet, les missions et l'estimation du nombre d'unités d'œuvre nécessaires (équivalent de marchés publics), la situation des agents exerçant leurs fonctions dans ce service, les modalités d'intervention du service, les conditions financières et modalités de remboursement, la durée, et les modalités de responsabilité et de litiges relatifs à cette convention.

Considérant la technicité particulière que ce service peut apporter à la commune et le besoin existant en matière d'achat public, la commune souhaite solliciter ce service commun pour l'assistance technique sur les missions :

- Rencontre(s) avec le représentant du pouvoir adjudicateur adhérent pour cerner les besoins
- Rédaction des pièces administratives du dossier de consultation des entreprises (AE – CCAP – RC), relecture du CCTP
- Lancement de la consultation :
 - ✓ Publicité sur la plateforme via les identifiants du pouvoir adjudicateur – sur BOAMP et/ou autres supports à la charge directe de la commune
- Gestion des questions des candidats : réception et réponses après consultation des services du pouvoir adjudicateur
- Réception des offres
- Ouverture des offres
- Transmission des offres au représentant du pouvoir adjudicateur
- Rédaction du cadre de tableau d'analyse
- Relecture du tableau d'analyse des offres
- Organisation de la CAO ou commission marché
- Envoi des courriers d'information aux non retenus (signés par le représentant légal du pouvoir adjudicateur)
- Mise au point du marché
- Organisation des séances de négociation, secrétariat
- Notification du marché signé par le représentant légal du pouvoir adjudicateur
- Rédaction des avenants
- Gestion des actes de sous-traitance
- Assistance à la rédaction des délibérations afférentes aux marchés
- Gestion de la périodicité des marchés : reconduction, lancement d'une nouvelle consultation (alerte de la collectivité)
- Rédaction du rapport de présentation
- Rédaction des conventions de groupement de commande
- Transmission au contrôle de légalité des contrats et avenants

Pour ce faire, le volume prévisionnel d'équivalent de marchés publics est de 4 unités d'œuvre selon la liste des équivalents marchés présente en annexe 1 de la convention.

Le coût de l'unité d'œuvre du service étant de 153 €, le montant prévisionnel de cette mise à disposition s'élève donc à un montant de 612 €.

Il est proposé au conseil municipal :

D'APPROUVER la mise à disposition du service commun commande publique / assistance juridique porté par Loire Forez agglomération pour son assistance technique auprès de la commune en matière d'achat public à compter de la date de signature de la convention par les deux parties et jusqu'à réalisation des marchés correspondants à ce volume prévisionnel d'équivalent de marchés publics.

- D'APPROUVER la convention jointe à la présente délibération,

- D'AUTORISER le Maire à signer celle-ci.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le conseil municipal :

DECIDE de faire appel au service commun commande publique / assistance juridique porté par Loire Forez agglomération afin de bénéficier de la mise à disposition de ce service pour son assistance technique auprès de la commune en matière d'achat public à compter de la date de signature de la convention par les deux parties et jusqu'à réalisation des marchés correspondants à ce volume prévisionnel d'équivalent de marchés publics.

- APPROUVE la convention qui s'y rattache,
- AUTORISE le Maire à signer la convention de mise à disposition ainsi que tout autre document qui s'y rattache.

DEL N°12-26/03/2021- DELIBERATION POUR FIXATION DES DUREES DES AMORTISSEMENTS

Vu l'article R 2321-1 du code général des collectivités territoriales,

Madame le maire rappelle que les communes sont tenues d'amortir. Elle précise que l'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager des ressources destinées à les renouveler. Ce procédé permet donc de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge relative à leur remplacement.

S'agissant du calcul des dotations aux amortissements, Madame le maire précise que :

- la base est le coût d'acquisition ou de réalisation de l'immobilisation (valeur toutes taxes comprises) ;
- la méthode retenue est la méthode linéaire. Toutefois, une commune peut, par délibération, adopter un mode d'amortissement dégressif, variable, ou réel ;
- la durée est fixée par l'assemblée délibérante, qui peut se référer au barème de l'instruction M14.

En application des dispositions prévues à l'art L2321-2-28 du CGCT les subventions d'équipement versées par la collectivité (imputées à la subdivision du compte 204) sont obligatoirement amorties, dès l'année suivante, sur une durée maximale de 5 ans lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé ou de 15 ans lorsque le bénéficiaire est un organisme public.

L'amortissement des subventions d'équipement versées est obligatoire pour toutes les collectivités, quel que soit leur catégorie démographique.

Il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité versante de définir la durée de l'amortissement de la subvention dans les limites susmentionnées.

L'Attribution de Compensation, compte 2046, versée à LFA sera chaque année neutralisée sauf prise d'une décision inverse.

En conclusion, pour les autres immobilisations Madame le maire propose de faire une délibération générale indiquant des durées d'amortissement en fonction de la somme.

Coût	Durées d'amortissement
Bien de faible valeur inférieure à 2 000 €	1 an
Bien d'une valeur entre 2 000€ et 10 000€	5 ans
Bien d'une valeur supérieure à 10 000€	10 ans

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'adopter les durées d'amortissement telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-dessus
- de charger Madame le maire de faire le nécessaire.